

Unité départementale de l'Essonne
Cité administrative
Boulevard de France
91012 Evry-Courcouronnes Cedex

Evry-Courcouronnes, le 24/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SFDM - Parc B

47, avenue Franklin Roosevelt
77210 Avon

Références : D2025-
Code AIOT : 0100033111

N°Helios : 62941

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/09/2025 dans l'établissement SFDM - Parc B implanté à D'Huison-Longueville. L'inspection a été annoncée le 12/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Lors des inspections de novembre 2024 sur les parcs B et D, l'inspection a constaté des non-conformités concernant les voies engins des parcs SFDM. L'objectif de l'inspection du 12 septembre 2025 est d'effectuer un contrôle du parc B sur cette thématique avec le SDIS 91.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SFDM - Parc B
- Parc B 91590 D'Huison-Longueville
- Code AIOT : 0100033111
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le parc B, situé sur la commune de D'HUISSON LONGUEVILLE, est composé de 13 bacs. Il fait partie d'un ensemble de 4 parcs de stockage de produits pétroliers avec les parcs A (Guigneville sur Essonnes), C (Orveau) et D (Cerny). Le parc B est le site principal permettant l'alimentation des 3 autres parcs, il est en liaison directe avec le pipeline Donges-Melun-Metz (DMM).

Ces parcs ont été construits en 1953 par l'armée américaine suite à la guerre. Chaque bac est entouré d'une couronne béton servant de protection et de rétention sauf pour les bacs B11, B12 et B13.

Le parc B est dans la capacité de recevoir tout type de produits pétroliers. A ce jour, seuls le gasoil et l'essence sont stockés dans l'ensemble des bacs du parc B.

Depuis le décret de mai 2023, les parcs A, B et D appartiennent à la SFDM (Société Française Donges Metz) et le parc C reste la propriété du Service de l'Energie Opérationnelle (SEO). Pour autant, la SFDM exerce la gestion de l'ensemble des 4 parcs et du pipeline.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Accessibilités des engins à proximité des installations et bâtiments	Arrêté Ministériel du 25/02/2022, article 7.3.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
2	Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site	Arrêté Ministériel du 25/02/2022, article 7.3.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
3	Implantation et accessibilité	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 12 septembre 2025 a permis d'appréhender la thématique sur les voies engins de manière globale sur le site. L'inspection a relevé plusieurs non-conformités par rapport aux dispositions de l'arrêté ministériel du 25 février 2022 et à celles de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010 relatives aux voies engins. La présence du SDIS 91 a permis de procéder à la mise à jour des plans d'établissement répertoriés et d'examiner chaque voie engin au regard de la réglementation en vigueur ainsi que des capacités des engins du SDIS 91 d'un point de vue opérationnel.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accessibilités des engins à proximité des installations et bâtiments

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/02/2022, article 7.3.2.2

Thème(s) : Risques accidentels, Voies engins et aire de stationnement

Prescription contrôlée :

À la demande du SDIS de l'Essonne, tous les bâtiments et toutes les installations de l'établissement doivent être accessibles en permanence par une voie présentant les caractéristiques minimales ci-dessous et utilisable par les engins d'incendie et de secours.

- largeur: 3 mètres, bandes réservées au stationnement exclu;
- force portante calculé pour un véhicule de 320 kN (avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,60 mètres au maximum);
- rayon intérieur minimum: 13 mètres;
- sur-largeur $S = 15/R$ dans les virages de rayon à 50 mètres;
- hauteur libre autorisant le passage d'un véhicule de 4,50 mètres;
- pente inférieure à 15%.

En raison de l'inaccessibilité à l'espace annulaire en cas de feu de cuvette de rétention, une aire permettant la mise en station d'une échelle aérienne motorisée doit être prévue à proximité de chaque réservoir à double paroi.

La force portante de cette aire est égale à celle de la voie engin.

Des valeurs différentes ne peuvent être validées qu'après accord préalable du Service d'Incendie et de Secours de l'Essonne.

Constats :

Inspection précédente du 15/11/2024, rapport D2025-0270 (NC 8) :

Autour du bac B5, l'inspection a constaté que la voie engin est un chemin de terre. De ce fait, dans le cas où les chemins sont remplis d'eau, l'inspection doute de la praticabilité des chemins pour les engins du SDIS.

De plus, l'inspection n'a pas identifié d'aire de stationnement pour la mise en place d'une échelle aérienne.

→ L'inspection demande à l'exploitant de justifier que les voies engins ont les caractéristiques suivantes:

- largeur: 3 mètres, bandes réservées au stationnement exclu;
- force portante calculé pour un véhicule de 320 kN (avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,60 mètres au maximum);
- rayon intérieur minimum: 13 mètres;
- sur-largeur $S = 15/R$ dans les virages de rayon à 50 mètres;
- hauteur libre autorisant le passage d'un véhicule de 4,50 mètres;
- pente inférieure à 15%.

De plus, l'inspection demande à l'exploitant de justifier la présence d'aire de stationnement pour l'échelle aérienne.

Inspection du 12/09/2025 :

Accompagné de l'exploitant et du SDIS 91, l'Inspection s'est rendue sur l'ensemble des voies engins desservant les cuvettes du parc B.

L'inspection constate que la voie principale, en sens unique sur le site, a une largeur approximative de 4 mètres. Cette voie goudronnée a une hauteur libre supérieure à 3,50 mètres sans aucun obstacle et présente une pente inférieure à 15 % qui permet de se rendre sur l'ensemble des chemins menant aux bacs.

De plus, l'inspection constate que le cheminement menant aux cuvettes débutant de la voie principale sont des chemins de terre voire de sable ou des chemins stabilisés composés de graviers voire de la grave, semblables à des chemins forestiers avec des arbres de parts et d'autres du chemin. Ces caractéristiques ont une influence sur l'adhérence et la force de portance des engins de secours ainsi que sur la hauteur et la largeur des voies. L'exploitant précise que les chemins d'accès aux bacs sont rénovés au fur et à mesure de la programmation des contrôles décennaux des bacs afin qu'une grue puisse circuler et stationner près de ceux-ci lors de leur visite décennale. De plus, l'exploitant déclare que les arbres sont élagués afin de garantir la hauteur libre et la largeur.

Concernant le rayon de braquage, la question se pose pour l'un des accès au bac B5.

Concernant la pente, l'inspection constate une pente supérieure à 15 % pour accéder aux bacs B2, B3 et B9.

Concernant le dévers, l'inspection constate qu'il y a un dévers pour accéder aux bacs B5 et B8. L'inspection constate qu'une voie menant au bac B6 (à partir de la voie menant du B5) présente un dévers.

L'inspection constate que les moyens de secours ne peuvent pas faire le tour des bacs du fait de la topographie et des merlons. Il y a un point d'attaque par bac voire un deuxième suivant les bacs, exploitable si la météo le permet représentant en moyenne un angle de 90°. À l'heure actuelle, les points d'attaque ne sont pas clairement identifiés en fonction de la distance par rapport au bac et la distance des flux thermiques de 3 kW/m². Le SDIS 91 précise que ces 2 points d'attaque sont importants car ils permettent de positionner les moyens de secours en fonction des vents. Ces cheminements ont été notifiés sur le plan d'établissement du SDIS et répertoriés suivant la typologie des voies.

L'inspection constate que les bacs B2, B3, B4, B5, B6, B7, B8, B9 et B10 ne disposent pas d'aire permettant la mise en station d'une échelle aérienne motorisée à proximité de chaque réservoir entouré d'une couronne béton.

L'inspection constate 2 particularités concernant l'accessibilité des bacs suivants :

- Le Bac B1 a la particularité d'avoir 2 voies goudronnées le long du merlon permettant d'atteindre le bac via deux voies séparées d'un angle de 90°. De ce fait, deux points d'attaque peuvent être clairement identifiés avec la possibilité de stationner un moyen aérien. La hauteur libre, la pente et le dévers sont respectés pour ce bac.
- Le bac B13, n'a pas de point d'attaque identifié en fonction de la distance par rapport au bac ainsi que de la distance des flux thermiques de 3 kW/m² et il est impossible de faire le

tour complet du bac. De plus, le bac ne présente pas d'aire permettant la mise en station d'une échelle aérienne motorisée à proximité du réservoir afin de procéder à l'extinction d'un feu de bac et/ou de la rétention du fait que les voies engins sont en contre-bas du bac.

L'exploitant déclare que le site est autonome et dispose de moyens propres pour l'extinction d'un feu de bac. L'inspection rappelle néanmoins, qu'en cas d'incendie, le Service d'Incendie et de Secours sera engagé et devra pouvoir atteindre les bacs en toutes circonstances.

Du fait que le site est en milieu forestier, l'inspection s'interroge sur le risque de propagation d'un incendie d'un bac à la forêt notamment à l'arrière du bac B5. En effet, le bac B5 est en contre-bas d'arbres dont la distance est inférieure à 50 mètres. Ces arbres sont dans la zone des flux thermiques de 3 kW/m² présentant des difficultés d'accessibilité via les moyens du SDIS 91. De plus, pour le bac B9, l'inspection constate que des arbres ont poussé sur le merlon.

L'inspection constate que les voies engins ne sont pas conformes aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 25 février 2022.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant sous un délai de 6 mois de proposer un plan d'actions avec un échéancier lui permettant de se mettre en conformité avec l'article cité en référence. En cas de sollicitation d'aménagements aux prescriptions de cet article, l'exploitant fournira des propositions qui seront soumises à l'avis du SDIS 91.

L'exploitant veillera à élaguer les arbres près des bacs présentant un risque de propagation du feu du fait du bac ou d'un feu de forêt.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/02/2022, article 7.3.2.3

Thème(s) : Risques accidentels, Déplacement des engins

Prescription contrôlée :

Pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie "engins" de plus de 100 mètres linéaire dispose d'au moins deux aires de croisement, judicieusement positionnées, dont les caractéristiques sont:

- largeur utile minimale de 3 mètres en plus de la voie engin;
- longueur minimale de 10 mètres;
- présentant a minima les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie "engins".

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans causer de gêne pour l'accessibilité des engins des Services d'Incendie et de Secours depuis les voies de

circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture du parc.

Constats :

Inspection du 12/09/2025 :

Accompagné de l'exploitant et du SDIS 91, l'Inspection s'est rendue sur l'ensemble des voies engins desservant les cuvettes du parc B. L'inspection constate que la voie principale, en sens unique, sur le site a une largeur approximative de 4 mètres. Cette voie goudronnée a une hauteur libre supérieure à 3,50 mètres sans aucun obstacle et présente une pente inférieure à 15 % qui permet de se rendre sur l'ensemble des chemins menant aux bacs.

Pour autant, l'inspection constate que certains poteaux incendie sont positionnés le long de la voie engin principale et s'interroge donc sur la possibilité pour les engins de secours de circuler sur cette voie si un engin stationne pour s'alimenter en eau à un poteau incendie.

L'inspection constate l'absence d'au moins deux aires de croisement, judicieusement positionnées pour tout tronçon de voie "engins" de plus de 100 mètres linéaire.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant sous un délai de 6 mois de proposer un plan d'actions avec un échéancier lui permettant de se mettre en conformité avec l'article cité en référence. En cas de sollicitation d'aménagements aux prescriptions de cet article, l'exploitant fournira des propositions qui seront soumises à l'avis du SDIS 91.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Implantation et accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Voies engins

Prescription contrôlée :

« Les sites disposent en permanence de deux accès au moins positionnés de telle sorte qu'ils soient toujours accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours, quelles que soient les conditions de vent.

« L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers.

« Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans causer de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

Constats :

L'inspection constate qu'il y a 2 accès positionnés de telle sorte qu'ils permettent l'intervention des services d'incendie et de secours, quelles que soient les conditions de vent du fait qu'ils sont situés à environ 90° l'un par rapport à l'autre (le principal est au nord et le deuxième à l'ouest).

L'inspection s'interroge toutefois sur le rayon de braquage de cet accès secondaire permettant l'arrivée des engins des services d'incendie et de secours. L'inspection constate également que la voie engin à l'intérieur du site n'est pas matérialisée et qu'il y a présence d'herbes hautes.

Par ailleurs, l'inspection constate que les 2 accès au site sont conçus pour pouvoir être ouverts immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers et qu'il n'y a pas de véhicules stationnés pouvant causer une gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant sous un délai de 6 mois de proposer un plan d'actions avec un échéancier lui permettant de se mettre en conformité avec l'article cité en référence.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective**Proposition de délais :** 6 mois